

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

une situation de guerre civile

**LE DRAME
DU
CHILI**

pages 2 et 3

Chili

= une situation d

Mardi 11 septembre

Salvador Allende est renversé par l'armée. Cette « fin de règne » a quelque chose de lamentable. Oh, ce n'est pas que je me sois enthousiasmé pour le « modèle chilien », marxiste planificateur. Mais on sait qu'il existe une fraternité en politique qui rapproche ceux qui ont un projet, un plan sur la société.

Mercredi 12 septembre, 7 heures du matin

J'apprends qu'Allende s'est tiré une balle dans la tête pour ne pas se rendre aux militaires. Le geste est romain. Mais faut-il être romain, en politique ? Peron aussi a été chassé par une junte. Dix-sept ans de patience, dix-sept ans pour que cet Ulysse prépare son retour, en maître chez lui. Quelle leçon ! La sagesse politique est plus encore grecque que romaine. La qualité des opiniâtres politiques, la sagesse, se mesurent à la capacité d'entamer des *« Traversées du Désert »* pour peu qu'on le puisse. Napoléon, les Napoléon devrais-je dire, De Gaulle, Peron. La certitude qu'un jour on accèdera ou l'on retournera au Pouvoir, parce qu'on a raison. Allende n'a-t-il pas péché ? En politique, comme en religion catholique, le péché qu'on ne peut remettre est celui de Judas : non à cause d'avoir trahi mais à cause d'avoir désespéré, *« Tout désespoir en politique... »*. La sagesse politique est aussi capétienne.

Vendredi 14 septembre

Bertrand Fessard de Foucault vient de publier un « Point de vue », bien sympathique et intelligent (1). Sympathique parce que les réflexions à la fois passionnées, élevées et originales ne sont pas si fréquentes. Intelligent parce que c'est la marque de ceux qui savent intégrer les interactions de deux phénomènes habituellement dissociés en une même explication. En substance : *« notre pays n'est pas menacé par un coup de Prague... ou par un coup de Santiago... mais par les deux : Santiago et Prague »*. C'est-à-dire, en fait, par l'incapacité de la droite bourgeoise et de l'opposition de gauche de s'accepter et de renoncer aux provocations mutuelles, comme l'exigerait la prétendue règle démocratique idéale dont l'une et l'autre ne cesserait de se réclamer. L'équilibre de la terreur du coup d'Etat. Voilà bien la Société bloquée ; l'évolution impossible aussi bien *au-dedans* qu'*au-dehors* du modèle démocratique.

L'analyse est juste et ne saurait nous surprendre. Mais, dans sa conclusion, B. Fessard de Foucault, pressent à la fois une vérité et soutient une incohérence. Que, lorsque l'alternance démocratique est impossible, ce soit au Pouvoir en place de réaliser les évolutions nécessaires et de se substituer, en lui-même, à la fois à la majorité et à l'opposition, d'accord ! Mais, comment peut-on encore qualifier ce système de « démocratique » alors qu'il consacre une confiscation du Pouvoir par un Parti, si ce n'est par une classe ? Comment enfin, peut-on espérer de cette caste politicienne qu'elle réalise « une expérience socialiste » alors que c'est celle du « coup de Santiago » ? Si l'on récuse la politique de « Prague et de Santiago », il ne faut pas laisser le pouvoir à l'un des deux.

Alors, Bertrand Fessard de Foucault, le « coup de Paris » ?

Didier BROSSARD.

- Il y a tragédie lorsqu'un peuple ne se reconnaît plus dans son unité fondamentale, unité d'origine tendue vers un avenir commun.
- Lorsqu'il n'y a pour assurer la paix que la « légalité », la légitimité étant une notion étrangère à la démocratie, il faut craindre le pire.

Tous les observateurs sont au moins d'accord sur une chose : le coup d'Etat était certain à Santiago. La situation s'était tellement dégradée qu'il n'était plus qu'une question de jour. N'est-ce pas un ami personnel de Salvador Allende, Régis Debray, qui nous décrit le président chilien dénouant un complot le samedi pour affronter celui du lundi suivant ? Le Chili s'était enfoncé dans une tragédie où à vue humaine il n'était pas possible d'échapper à l'horreur : les expédients utilisés quotidiennement ne faisaient qu'accélérer la chute vers un dénouement dont nul ne peut encore prévoir le sens. Curieusement, les observateurs n'ont pas su saisir la vraie nature de la tragédie chilienne que le mot de fatalité ne traduit que faiblement.

Il y a tragédie en politique lorsqu'un peuple ne se reconnaît plus dans son unité fondamentale, unité d'origine tendue vers un avenir commun. Alors le peuple devient ennemi de lui-même, radicalement incapable de faire un tout avec lui-même. La guerre civile est à l'horizon. Qui pourrait l'arrêter ? Une faveur du ciel, un pouvoir légitime coïncidant avec l'être même de la nation et pouvant restaurer l'unité perdue, une minorité de politiques suffisamment passionnés par l'être même de leur nation pour imposer la trêve, le compromis sauveur. Il faut souvent les trois à la fois. Ce fut la chance de la France déchirée par les guerres de religion que d'obtenir le retour à la paix civile et à l'unité grâce à cette faveur, le parti des politiques et la légitimité royale. Rien n'indiquait que le Chili aurait cette chance, et rien encore ne l'indique...

ALLENDE : UN LIBERAL ?

L'arrivée au pouvoir de Salvador Allende il y a aujourd'hui trois ans, on l'a suffisamment dit, tenait à une bizarrerie de la Constitution chilienne qui contrairement à notre Constitution permet de disposer du pouvoir sans disposer d'une majorité absolue (de nos fatidiques 50 % et une voix). C'était donc pour le nouveau Président, malgré la légalité de son pouvoir, une faiblesse du point de vue des rapports de force, faiblesse d'autant plus grave que son ambition était grande. Réaliser « le socialisme dans la liberté et la légalité », était une tâche d'emblée impossible. A cette faiblesse s'ajoutait la faiblesse de toute coalition composée de factions inégales et aux aspirations contradictoires. Les communistes apparaissaient comme les plus modérés face aux extrémistes du MIR, partisans de la violence et organisés en milices armées.

Lors des récentes manifestations en France pour protester contre le coup d'Etat militaire, les militants trotskistes et les gens du P.C.F. reflétaient tout à fait les tensions irréductibles de la gauche chilienne par leurs slogans (les

trotskistes : « on vous l'avait bien dit ! », sous-entendu « que ça raterait par la voie légale » ; les communistes : « gauchistes ! provos ! »).

Au milieu de ces tensions, que voulait exactement Allende ? Que pouvait-il ? Et au fond qui était-il ? M. Edgar Faure a son avis là-dessus, qu'il a confié au *Figaro* du 13 septembre :

« Par son apparence extérieure, solide, rassurante, équilibrée, par son milieu familial, par sa profession libérale, par son affiliation maçonnique, par bien des traits de sa contenance et des tournures de sa conversation, il évoquait irrésistiblement pour nous un type familial d'homme politique, celui de notre province républicaine et de la tradition radicale-socialiste. » Ne serait-ce pas plutôt son propre portrait que notre Edgar national nous livre aussi ? Sans doute, mais il y a sûrement du vrai dans cette projection du Français sur la personne du Chilien. En d'autres circonstances Allende aurait peut-être choisi une voie réformiste. Personne ne pourra lui refuser une grande générosité, et s'il avait trouvé le marxisme sur sa route, nul doute que son marxisme n'aurait rien de léniniste et qu'il évoque plus Léon Blum que Fidel Castro.

L'ECHEC

Malgré cette générosité, il faut bien convenir que l'échec était certain dès le début. Voulant lutter contre l'impérialisme des Etats-Unis et le capitalisme, on ne voit guère, contrairement à ce qui a été dit, en quoi consistait exactement l'originalité de son mobile. Son socialisme paraissait s'engager sur la voie d'un collectivisme bureaucratique. L'échec économique et financier, on l'a suffisamment souligné avec les taux d'inflation, la pénurie pour qu'on insiste. Il n'est pas sûr en revanche que les causes ont été entièrement élucidées. Il faudra faire la part entre ce qui revient aux erreurs de gestion et ce qui revient à l'environnement international, et aux forces intéressées à l'échec à tout prix de l'expérience chilienne.

Le résultat de l'échec économique, ce fut la révolte de certaines catégories sociales, les classes moyennes en particulier. La situation devenait de plus en plus critique pour le président accroché à la légalité, pressé sur sa gauche de mobiliser les masses. Il crut trouver un recours dans l'armée. C'était évidemment la solution. Mais pour qu'elle réussisse, il aurait fallu la gagner à son projet politique, économique et social. Faute de cela, l'alliance risquait de ne reposer que sur une base éminemment fragile : le respect de la légalité. Mais qu'est-ce que la légalité dans un pays divisé en deux, où déjà s'affrontent guérilleros d'extrême-droite et d'extrême-gauche, où les passions et les colères emportent tout ?

Allende pouvait se prévaloir de l'appui d'une grande part du monde ouvrier. Certains le pres-

(1) *Le Monde*, 14 septembre 1973, p. 5 : « Prague, Santiago et la France ».

e guerre civile

saient de « mobiliser les masses. » Seule l'action directe des masses arrêtera le coup d'Etat, lui disait-on. Et lui de répondre, selon Régis Debray : Combien faut-il de masses pour arrêter un tank ?

Il lui restait à manœuvrer jour après jour. Mais il avait déjà perdu. L'armée, sauf rares exceptions n'était pas, ne se mettrait pas de son côté. Le mini-coup d'Etat avorté de juin n'était qu'un signe avant-coureur du vrai coup d'Etat militaire qui, lui, était inéluctable.

LA TRAGEDIE

Avant et après le coup d'Etat, la situation du Chili est celle d'un pays coupé en deux, plus tragiquement encore que la France du Front populaire, étonnamment proche de l'Espagne de la guerre civile. Du côté d'Allende, les masses ouvrières, les partis et organisations de gauche, une soif ardente de justice, d'indépendance nationale. De l'autre, la droite, la bourgeoisie, les classes moyennes rejointes par une démocratie chrétienne toujours ambiguë et imprévisible. De ce côté, il n'y a pas que mesquineries, désir de sauvegarder ses privilèges et ses profits. Il y a aussi la volonté d'arrêter le désastre économique, de refuser le stalinisme bureaucratique et idéologique. Car le légalisme d'Allende est un peu un leurre au même titre que sa volonté proclamée de sauvegarder les libertés. Les exemples abondent de détournements de la loi et de mesures répressives.

La guerre civile semble donc inéluctable. L'armée s'est mise du côté de la droite. Elle imposera sûrement sa loi dans le rapport de force, encore que cela n'est pas absolument prouvé. Même si elle y parvient, le Chili n'en restera pas moins brisé. Allende restera un héros pour les masses laborieuses, et l'horreur de sa disparition provoquera continuellement de nouvelles menaces de sursaut désespéré, une tendance à libérer les puissances de la violence aveugle et de la démesure.

LA DEMOCRATIE EN QUESTION

Il est caractéristique que majorité et opposition se jettent en France l'exemple chilien à la figure, avec une rare âpreté. N'est-ce pas, que la guerre civile est à l'horizon de tout régime démocratique ?

Lorsqu'il n'y a pour assurer la paix que la « légalité », la légitimité étant une notion étrangère à la démocratie, il faut craindre le pire. La légalité n'est que le respect d'une règle arbitraire, impuissante à mesurer les passions. La légitimité seule peut donner une mesure ; elle est le contraire de l'arbitraire, elle est du domaine de l'être, elle ne se sépare pas de l'être de la nation, elle refuse donc la loi des partis par définition.

Il faut plaindre les Chiliens que l'arbitraire de la légalité a livré à la guerre civile. Mais nous, serons-nous assez fous pour nous priver du recours d'une légitimité qui se confond avec l'idée même de France ?

Gérard LECLERC.

allende et mitterrand

Le renversement de Salvador Allende au Chili a eu pour résultat de consterner la gauche française qui vantait depuis trois ans l'exemple chilien de passage pacifique au socialisme. Et voici que « l'exaltante expérience » est liquidée par un vulgaire putsch après avoir dégénéré en anarchie. La gauche française a raison de voir dans l'échec d'Allende un présage sinistre pour elle-même.

Allende, ce grand bourgeois « converti au marxisme », était la parfaite réplique d'un Léon Blum ou d'un Mitterrand. Comme le ferait Mitterrand si d'aventure il gagnait les présidentielles, il s'est enlaidi dans une constitution semi-présidentielle qui organise mal les conflits de pouvoirs. Comme Blum hier ou éventuellement Mitterrand demain il s'est révélé incapable de maîtriser la machine économique. Comme le serait aussi Mitterrand, Allende a été affaibli par les arrières-pensées divergentes des six partis de la coalition de gauche.

pompidou en chine

L'accueil « cordial », « amical » de Pompidou par la Chine est un signe. L'entrevue avec Mao est un autre signe de l'importance qu'accordent à ce voyage les dirigeants chinois. Patrice Alienne, il y a quinze jours avait expliqué dans la N.A.F. les grandes orientations de la politique étrangère de Pékin, et en particulier l'importance du rapprochement avec l'Europe. L'obsession de la menace russe est tellement prédominante dans les propos de Chou-En-Lai que Pompidou a insisté sur la politique française qui n'est dirigée contre personne. Cela n'empêche pas les déclarations communes contre l'impérialisme.

Quelle est la nature exacte de la menace soviétique sur la Chine ? Les experts en discutent. La considération selon laquelle il serait temps pour les Soviétiques d'agir avant que les Chinois aient la capacité de réagir efficacement, fait réfléchir.

Pour le moment les Chinois n'ont pas encore les moyens de riposte adéquats à une attaque soviétique. Il les auront dans quelques années.

brèves :

DE MONT-DE-MARSAN AUX CANTONALES

L'élection partielle de Mont-de-Marsan s'est terminée par la défaite du sortant invalidé U.D.R. le Dr Martin et par l'élection du socialiste Duroure. Des considérations locales, et notamment l'absence de la candidature centriste du socialiste indépendant Lamarque-Cando, ont joué leur rôle. Il est cependant intéressant de noter la poussée socialiste six mois après les élections générales. En sera-t-il de même dimanche prochain dans les 337 nouveaux cantons urbains où le scrutin est plus politisé qu'à la campagne ?

BARRES POMPIDOLIEN ?

« Barrès a su faire vibrer les cordes profondes de la sensibilité nationale. Il a su, dans des pages admirables, mettre à jour ces « racines » qui nous attachent à la terre où nous sommes nés et dont nous sentons la force dans les heures graves de notre vie personnelle et dans les crises nationales. Et c'est contre les dangers du déracinement que, dans l'un de ses livres, il nous met en garde. Il n'est pas trop de dire que l'inquiétude exprimée aujourd'hui par de nombreux historiens, sociologues, politiques sur l'équilibre futur de notre société où les déracinés sont si nombreux, rejoint l'inspiration barrésienne ». Cette excellente déclaration insiste sur le fondement de notre crise de civilisation. Au fait de qui est-elle ?

De M. Messmer ! Oui, du premier ministre de cette V^e République qui par une urbanisation galopante achève de déraciner les Français. Décidément, passé maître dans l'art de récupérer et d'anesthésier !

arsenal

LA REVUE MENSUELLE
QUI FAIT DU BRUIT !

— Spécimen gratuit sur demande pour les lecteurs de la « N.A.F. ».

— Tarif d'abonnement :

— six mois (5 numéros) 35 F

— un an (10 numéros) 60 F

ARSENAL

17, rue des Petits-Champs

75001 Paris

C.C.P. La Source 30.737-24

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

la n.a.f., cet été...

Thau Lourdes...

Il ne s'agit pas ici de confronter des bilans, de dire « succès » là, « échec » ici..., mais d'analyser tous les possibles.

Du camp d'animation estivale à Thau comme des projets de propagande ou d'« agit-prop » au Festival d'Avignon, on en avait parlé — et comment ! — dès le troisième trimestre. D'agir lors du 15 août à Lourdes, jamais.

Thau n'a mobilisé au départ que trois ou quatre militants avant que de Grenoble et d'ailleurs ne vienne quelque renfort (20 au total). Tout allait pour qu'on connaisse un échec sans parler du souvenir cuisant de l'été dernier.

N'est-ce pas comparable avec Avignon ?

Et pourtant nos trois Nafistes d'afficher à 50 kilomètres à la ronde, de redonner espoir aux Anciens d'A.F. fort nombreux dans la région. Avec leur aide précieuse, c'est bientôt un mini-camp de formation pratique qui se monte : Sérigraphie sauvage chez Abel Pomarède, affichages près de la Fête d'Isanka (P.C.F.), discussions et... pétanque ! sur la place de Pomerols et sur les plages, lâcher de ballons marqués sur place du sigle « N.A.F. » (à l'avenir, nous saurons qu'il les faut troquer contre autant de Naf-Hebdo vendues aux parents), invitation à notre bivouac pour le dernier jour.

A l'actif, du punch au cœur des participants, des promesses pour Montpellier, Narbonne, Millau, etc., et une structuration à venir de toute la région.

La démonstration est claire ; avec de la « volonté Naf », on se garantit contre le dépit qui est le fait de tous les velléitaires ou de toutes les bonnes volontés qui ne prennent pas les moyens de leurs objectifs.

A contrario, c'est la leçon tirée par quelques Nafistes venus sans se concerter et sans intention politique au Pèlerinage national de Lourdes. Eux, ils s'en mordent les doigts de n'avoir pas suscité de « beau projet » lors de la Session d'Organisation de Clermont le 15 juillet.

ASSURER L'EQUILIBRE

Devant les augmentations constantes des coûts de fabrication, nous sommes contraints de changer nos tarifs. Notre équilibre financier, gage de notre indépendance, est à ce prix. Nos acheteurs au numéro paieront donc leur N.A.F. 1,50 F.

Cette modeste augmentation ne doit pas entraver notre diffusion et c'est à un effort particulier sur les ventes que nous convions tous ceux qui ont le souci de voir se développer l'influence et l'audience de la N.A.F.

Nos tarifs d'abonnement ont aussi été modifiés à partir de cette semaine. Pour éviter de gêner les budgets trop modestes, nous créons un abonnement de trois mois à tarif assez bas (15 F) pour permettre à tous de s'abonner à la N.A.F.

Mais, sans autre temps libre que celui laissé par leur service auprès des malades, sans autre matériel que leurs derniers numéros de « Naf » ou d'« Arsenal », qu'un cent de « Pétitions des Femmes contre l'Avortement » et que des stocks de tracts « Laissez-les vivre » qui dormaient chez un Lourdaise, nos Nafistes ont mobilisé des amis de l'A.F. et des alliés de ce combat ponctuel pour sensibiliser les foules qui, en cinq jours, se pressent en ce haut lieu.

Mais ce que c'est que d'entrager des occasions manquées parce que non-programmées !... Une escouade spéciale serait venue à pleintemps et équipée, elle n'aurait pas laissé filer ainsi nos députés venus renouveler le Vœu de Louis XIII sans quelque apostrophe au sujet de leur prochain vote de la Loi Peyret.

Néanmoins, merci aux militants de Narbonne qui ont permis le peu qui a pu être fait. Sur ce, nous ne poursuivons pas, espérant donner assez par ces lignes l'idée d'une rubrique à venir sur nos espoirs, nos regrets, nos trucs...

Raoul GAILLARD.

...et Thau

A la N.A.F., nous n'avons jamais aimé les crabes !... Mais les moules présentent des avantages certains. Tirées tôt le matin de l'étang, elles sont déjà du petit-déjeuner, elles apparaissent à midi et le soir sur la braise et elles éclosent pareilles à des éphémères pour disparaître dans les bouches affamées.

C'est un peu cela « Thau 73 » ; sous un soleil de plomb, quelques tentes se serrent autour d'un ancien drapeau « A.F. Pomerols » et, quand ses franges effilochées claquent au vent violent, c'est un peu la voix d'Abel... mais c'est aussi les coups de langues contre des palais assoiffés appelant le vin de la vigne toute proche de Pierre Boutang (un « secret » que nulle plume ne saurait dévoiler !).

A part cela, Thau ? Sans gamelles, sans sono et sans arbres, trois militants regardent

vers le Nord, et sans attendre les retardataires « Thau » explose sur les plages, lâche ses ballons nafistes à la joie des enfants, couvre les villes d'affiches et met en émoi les R.G. (incroyables, ces trois tentes ! depuis Chomérac, les Royalistes étaient attendus plus nombreux).

Dans la nuit tiède, Thau chante le vin qui coule frais et, déjà, à la voix du *Colloque des morts* que ressuscite Gérard Leclerc, la prochaine récolte Naf s'annonce généreuse. Qu'il en soit de même pour tous. A l'année prochaine !

Marc VAN DE SANDE.

le camp de vendée

L'ambiance du Camp ?...

Il aura fallu qu'il s'arrête de pleuvoir pour que nous nous rendions compte qu'il pleuvait. Pour un campeur, ne pas s'apercevoir que sa tente détrempée a les flancs tellement creux qu'on pourrait, de loin, la prendre pour une vache ascétique, n'est-ce pas là la meilleure preuve de son insouciance. Ou plutôt que ses soucis de militant rendent parfaitement caducs les petits tracas du campeur vulgaire.

Ainsi étions-nous dédaigneux des grenouilles météorologiques, vivant hors du temps cyclonique ou anti-cyclonique, et vibrant à un seul souffle seulement, le souffle impétueux de l'esprit. Et pour ce prodige, le verbe altier de nos animateurs résonnera longtemps dans nos cervelles, comme la preuve qu'au soleil de l'esprit tout devient lumineux, même si, au dehors, la pluie tombe en fines nappes grises...

Nous passions des journées suspendus à la dynamique d'une démonstration, ou subjugués par la vigoureuse inquiétude de l'Anthropologie maurrassienne. Et, si la Crise de civilisation fut magistralement décortiquée, ce ne fut que pour ancrer nos espérances dans un projet politique qui, en rendant à la France son Roi, lui redonnerait aussi sa nouvelle jeunesse.

Du strict constat des faits à l'analyse sociologique en passant par les arcanes de l'Ontologie politique, tout nous ramena cependant sur la voie étroite de l'efficacité — c'est-à-dire de l'engagement quotidien, de cet engagement qui seul peut assurer l'avenir.

Et c'est pourquoi le Camp ne fut pas un camp « historique », mort en son dernier jour, mais un *avènement* dont le présent est et sera sans cesse enrichi. En effet, qu'est-ce que le Camp sinon l'avènement exemplaire, en chacun de ses participants, de la préoccupation politique ?

Yvan AUMONT.

Philippe DUC-MAUGE.

à la recherche d'une philosophie

Début septembre, en Bretagne, d'étranges philosophes jugés sur des mobylettes ou coiffés d'étranges chapeaux envahissent la rue des Aubiers. Venus de près ou de très loin, fanas de stop, de deux roues ou de chevaux-vapeurs, ils ont au moins un point commun, leur désir de fonder au plus profond de la réflexion leur engagement politique à la N.A.F. Pendant les cinq jours que va durer la session (car c'est d'une session qu'il s'agit. Et d'une session philo), ils travailleront, discuteront, feront du bruit, beaucoup de bruit. Pour rien ? — Nous verrons !

Pierre Boutang, dans *l'Ontologie du Secret* assimile le psychisme selon Freud à un chaudron de sorcière où cuisent dans leur jus le moi, le surmoi et le ça.

Cette image de forces en ébullition illustre fort bien cette session philo où il fut d'ailleurs question d'*Ontologie du Secret* et de Psychanalyse, sinon de sorcières en cuisine. (Notre cuisinière à nous était plutôt une fée et ses chaudrons n'avaient rien de diabolique !).

Au menu cette année :

- *l'Ontologie du Secret* et la tentative de définition d'un front philosophique spécifique ;
- la psychanalyse ;
- l'essence du politique.

L'on alla jusqu'au bout. Est-ce à dire que tout fut parfaitement digéré ? Non. Mais rien ne nous interdit d'employer, comme dit Nietzsche, « la faculté de ruminer. »

L'INVITATION AU VOYAGE

L'Ontologie du Secret est un voyage. Non pas le voyage baudelairien de celui qui part « pour partir » et se condamne par là à ne trouver que du « nouveau » et en redemander encore, et toujours. Mais voyage qui est retour. Retour à « l'île de naissance, à l'être originel ». Retour motivé par la constatation tragique que le monde moderne a perdu le sens. Et Gérard Leclerc de nous lire le texte magnifique de Boutang : « l'employé de l'hôtel du confort parfait ». Où déjà sont décrits, nommés et dénoncés la société technocratique (qui fait technique de tout, même de l'homme) et son idéologie latente si bien en accord avec l'idéologie dominante de l'intelligentsia, ce « positivisme exacerbé » du courant structuraliste. Quelle différence y a-t-il entre le vœu de l'employé de l'hôtel du confort parfait (« ... Quel bonheur si l'homme de demain ou de tout à l'heure, que je vais attendre à la gare, n'existait pas ; certes il est déjà « n'importe qui », mais s'il n'était personne !... ») et la « constatation » de Foucault (« ... l'homme est une invention dont l'archéologie de notre pensée montre aisément la date récente. Et peut-être la fin prochaine ? »)

En tuant (voilant tuer) le secret, l'homme a perdu le sens. Dès lors, la tâche de Boutang s'impose : redécouvrir le secret pour retrouver le sens. Et *l'Ontologie* est ce voyage à trois moments :

- la perte du sens ;
- l'être du secret ;
- le secret de l'être.

« O MORT, VIEUX CAPITAINE... »

Pour Freud et la psychanalyse ce secret de l'être, c'est l'inconscient, et le voyage freudien, si voyage il y a, suit le chemin inverse : rendre l'inconscient conscient et arriver ainsi à une *matière humaine* totalement manifeste, transparente. Et comment ne pas penser pour cet autre voyage au dernier compagnon baudelairien : « O Mort, vieux capitaine... O Mort ! Appareillons ! »

Mais la psychanalyse veut-elle tuer le secret ? La question est d'importance et l'expo-

sé de Georges Bernard, retraçant dans ses grandes lignes l'œuvre de Freud, Adler et Jung et les différentes pratiques psychanalytiques allait permettre un débat animé. Quelle est l'idéologie implicite de la psychanalyse ? Peut-on suivre la psychanalyse ? Jusqu'où ? Où situer la coupure ? Comment la justifier ? Où finit et où commence la thérapeutique ? Qui est normal ? Et l'on retrouvait là l'antipsychiatrie et ses accusations contre la psychanalyse qu'elle accuse de n'être qu'une machine d'intégration sociale.

(Suite page 6)

notre session philo vue par le figaro

Jacques Doucelin du « Figaro » curieux des activités d'été de nos militants est venu rendre visite à la maison de la rue des Aubiers. Il a livré à ses lecteurs ses impressions (« Figaro » du 12 septembre 1973). Nous reproduisons quelques passages particulièrement significatifs de son article.

De quoi peuvent parler dix-neuf jeunes royalistes — de 16 à 30 ans — réunis pour cinq jours sous les poutres centenaires d'une ferme perdue au fin fond du bocage breton, quelque part entre Rennes et Vannes, à trois cent mètres du champ de tir de Coëtquidan ?

— De philosophie...

Ce n'est certes pas que la gente philosophe du XVIII^e siècle, les Diderot et les Voltaire, suspecte à juste titre d'avoir largement contribué à la chute de la Royauté, soit particulièrement prise en des cercles monarchistes. Mais, outre le caractère exceptionnel de cette session — les autres étant consacrées essentiellement à la formation des militants et des cadres du mouvement —, l'œuvre choisie comme point de départ des discussions avait pour auteur un homme de la Maison, Pierre Boutang, qui vient de publier « *L'Ontologie du Secret* », ouvrage de plus de 400 pages à travers l'histoire de la pensée et de la culture occidentale.

Depuis la guerre, en effet, l'intelligence a fâcheusement tendance à souffler à gauche... Alors, un penseur traditionaliste pris au sérieux par l'intelligentsia, un intellectuel monarchiste qui fait bonne mesure, quelle aubaine pour ces étudiants !

Aussi bien, ne s'agissait-il nullement dans l'esprit des organisateurs de cette session de gloser en l'air sur un texte, au demeurant très difficile d'accès, mais d'y chercher des certitudes et d'en retirer des éléments de doctrine permettant d'élaborer ce projet de civilisation dont rêvent les *naïstes*. Le passage s'est donc fait naturellement de l'explication de textes philosophiques au combat des idées à la politique...

LES ENFANTS DE MAI 68

Les monarchistes ont toujours associé — c'est une tradition — la critique du libéra-

lisme économique et celle de la démocratie parlementaire. Mais les jeunes de la N.A.F. ajoutent une dimension sociale à cette analyse ancienne, dans la mesure où ils *récupèrent*, de leur point de vue, la lutte des classes en intégrant les ouvriers exploités par le capital dans le pays réel de Charles Maurras.

Ils n'en restent pas là. A l'instar des mouvements de gauche, ils veulent bouleverser les structures internes de l'entreprise. La question n'est pas tant de déposséder le capital que de donner aux travailleurs la responsabilité des objets produits et plus spécialement de leur qualité. Ils n'hésitent pas à se réclamer de Proudhon. Il n'est que de voir la place qu'ils consacrent dans leur hebdomadaire à l'affaire Lip qu'ils considèrent comme exemplaire.

A côté des *marchands du temple*, la N.A.F. a une autre phobie héritée de la tradition monarchiste : celle de la centralisation technocratique. Ces jeunes veulent libérer les Français du jacobinisme invétéré de la *gueuse* par une régionalisation très poussée.

Une seule certitude : l'accord du comte de Paris sur le nom duquel l'unanimité est faite ici. La preuve, ils la voient dans la lettre que le comte de Paris adressa à Charles de Gaulle en mai 1968 : « *L'insurrection des jeunes, la détermination ouvrière, nous font une obligation de rechercher objectivement les valeurs réelles qui doivent commander l'orientation à donner au pays* », dit notamment le dernier paragraphe de cette lettre.

Dans cet enthousiasme juvénile pour la royauté entre beaucoup de soif de justice et d'espérance ; en témoigne cette phrase écrite par un lycéen de seize ans, présent en Bretagne, au comte de Paris : « *Vous êtes de l'ordre, peut-être, mais vous êtes l'ordre d'Antigone, pas de Créon.* »

Le malheur, peut-être, c'est qu'Antigone n'aime pas le pouvoir...

Jacques DOUCELIN.

Antigone n'aime pas le pouvoir ! Certainement, mais elle n'est pas faite pour le pouvoir, sa mission est de l'éclairer, de lui rappeler les lois non écrites.

LA POLITIQUE COMME SOUCI

Revenant par ce biais sur le terrain de la pratique politique, il s'agissait alors d'analyser et d'essayer de définir l'essence du politique. Le livre de Pierre Boutang, *la Politique* (1) allait servir de base à notre réflexion. L'essence du politique y est saisie d'une manière tout à fait originale et non « sous les aspects traditionnels d'une science, d'un art ou d'une pratique. » La politique considérée comme souci, tel est le sous-titre d'un livre qui veut être « une mise à jour de la réalité de l'homme dans la cité et l'histoire ». Le nationalisme de Boutang, loin d'être une « doctrine d'orgueil » exprime humblement le rapport à une communauté de naissance *non choisie*. « Ce rapport « arbitraire » n'en était pas moins plus naturel que ma « nature » d'homme isolée de lui. » Et si le nationalisme de Boutang s'accomplit en monarchie, c'est que la monarchie est moins une forme de gouvernement que l'expression visible de la société réelle. La politique est un souci. C'est l'idée de « veiller » qui importe ! Veiller sur, afin que le lien ontologique qui exprime mon rapport à la communauté de naissance, rapport qui est constitutif de mon être, ne puisse être rompu.

Une discussion passionnée suivit l'étude de ce livre dont Gérard Leclerc venait de nous faire parcourir les différentes étapes. Débat à reprendre bien sûr, comme sont à reprendre les débats qui suivirent les exposés sur l'*Ontologie du Secret* et la psychanalyse. Mais débats qui montrent à l'évidence qu'il y a place à la N.A.F. pour une recherche philosophique ouverte, en même temps qu'ils dessinent en creux la nécessité d'un appui philosophique solide. Débats à reprendre avec plus de méthode et plus de préparation de tous les participants puisque ce sont là les défauts majeurs d'une session qui eut le mérite de poser les vrais problèmes et de laisser entrevoir ce « quelque chose de ferme, qui ne « glisse » pas, qui n'échappe plus à l'homme », dont parle Boutang.

René MOUCADEL.

(1) Pierre Boutang, *la Politique*, 1948. En vente à la N.A.F. Prix : 18 F franco.

**la semaine prochaine :
les sessions de ravel
et des aubiers**

PROPAGANDISTES

Nous tenons à la disposition de tous nos propagandistes, gratuitement, et sans limitation de quantité, des anciens numéros de la N.A.F. Seul le port sera facturé de la manière suivante :

250 exemplaires : 7,50 F
500 exemplaires : 15,00 F
750 exemplaires : 23,00 F
1.000 exemplaires : 30,00 F
1.500 exemplaires : 45,00 F
2.000 exemplaires : 60,00 F

Nous ne tiendrons compte que des commandes accompagnées de leur règlement. Dans la mesure du possible, nous nous efforcerons d'envoyer des numéros relativement récents (4 derniers mois).

rentrée scolaire 73

- Longtemps considérée comme un progrès, l'extension de la scolarisation obligatoire est aujourd'hui remise en question.
- Mais la mise en place précipitée de nouveaux barrages ne saurait constituer un remède efficace.

« La V^e République a mis en place un réseau d'établissements qui a permis la réalisation effective de la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans. Il s'agit là d'un exemple remarquable d'une politique de démocratisation, qui a exigé des moyens considérables et qui a été conçue et réalisée en moins d'une décennie ». C'est en ces termes que M. Fontanet, ministre de l'Education nationale, se félicitait devant l'assemblée de l'extension de la scolarité obligatoire le 5 juin dernier.

Depuis, celle-ci semble être devenue un sujet de gêne plutôt que de satisfaction chez nos gouvernants.

SCOLARITE A QUATORZE ANS...

A cet égard le discours de M. Messmer prononcé à Phalsbourg le 1^{er} septembre constitue une étape capitale. Pour la première fois dans l'histoire de la République, on voit un premier ministre prôner une diminution de la scolarité obligatoire. Le temps est loin où tout gouvernant se référait implicitement au plan Langevin-Wallon qui rêvait de scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. M. Messmer a au contraire préconisé le placement à partir de quatorze ans des enfants n'arrivant pas à poursuivre les études dans des centres d'apprentissage, théoriquement placés sur la tutelle de l'Education nationale afin de sauvegarder les apparences, mais en fait contrôlés par les entreprises.

A première vue on serait tenté de se réjouir. L'idée insensée qui consiste à faire dispenser à tous les jeunes Français le même type d'enseignement jusqu'à seize ans a en effet abouti à un des plus formidables échecs pédagogiques de l'histoire. Dans la pratique, on aboutissait à ce que des classes entières — et notamment les fameuses quatrième et troisième « pratiques » appelées sans doute ainsi parce qu'elles ne débouchaient sur rien — servaient de gigantesques garderies. Les élèves s'y ennuyaient ferme en attendant la limite d'âge.

Eviter ces entreprises de désœuvrement, confronter les élèves peu doués pour les études aux réalités de l'entreprise part d'une bonne intention.

Une bonne intention qui pourrait bien paver l'enfer. Nous avons toujours combattu pour que l'on ne s'obstine pas à faire passer tout le monde dans le moule d'un enseignement humaniste abstrait d'ailleurs profondément abâtardi et dénaturé. Mais à une condition : qu'on ne renonce pas à dispenser une culture formant le cœur et l'intelligence à ceux qui ne « mordent » pas à l'enseignement humaniste. Un enseignement professionnel peut remplir cet objectif sous réserve de n'être pas exclusivement orienté vers la satisfaction des besoins immé-

diats des entreprises en main-d'œuvre.

Une éducation conviviale dispensée par les corps intermédiaires, et non pas l'Ecole érigée en entité autonome, suppose tout un nouveau projet de société qui finalise l'action des entreprises et les soustrait au seul critère de la rentabilité immédiate. Faute de quoi, la réforme partielle imaginée par M. Messmer n'aboutira qu'à renforcer le mécanisme de sélection par l'échec, ceux qui ne parviennent pas à faire des « intellectuels » étant éjectés vers des centres d'apprentissage.

... ET MORT AU BAC

La non-reconnaissance de la pluralité des humanismes risque par ailleurs de provoquer un drame avec la remise en question du baccalauréat faite par M. Messmer à Phalsbourg et réitérée le 15 septembre à Charmes. Quelle est la thèse du premier ministre ? « Le rôle du baccalauréat sera nécessairement remis en cause et des procédés plus modernes recherchés pour sanctionner la scolarité secondaire et ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur ».

Autrement dit l'accès à l'enseignement supérieur ne sera plus donné automatiquement par le bac. Ainsi après avoir mis en place un barrage à la fin de la seconde année de l'enseignement supérieur avec le D.E.U.G., le gouvernement s'apprête à l'avancer de deux ans.

En un sens cela vaut mieux ! autant ne pas faire s'engouffrer en pure perte des dizaines de milliers de jeunes dans les facultés. Il n'en reste pas moins que l'Education nationale maintenant ses hiérarchies mandarinales et son cursus universitaire considéré comme la voie « noble », les élèves éliminés à la fin du secondaire auront l'impression d'être considérés comme des sujets de seconde zone.

RUSTINES INEFFICACES

La solution ne réside ni dans les revendications démagogiques de la Fédération de l'Education nationale, de type « A bas la sélection », ni dans la mise en place hâtive de barrages destinés à pallier les conséquences d'une politique de « démocratisation » poursuivie depuis des décennies. Elle réside dans la disparition pure et simple de l'Education nationale conçue comme un bloc monolithique et dans la mise en place de réseaux d'enseignements très diversifiés qui respectent les différences d'aptitude et soient étroitement intégrées à des cellules sociales reconstituées. Nous voilà loin des pauvres rustines que M. Messmer veut poser pour pallier l'essoufflement d'une machine éducative qui tourne sur elle-même avant de s'écrouler sous son propre poids.

Arnaud FABRE.

note de lecture

L'ANCIEN REGIME

Par Pierre GOUBERT.

Depuis quelques décennies, les historiens français font œuvre scientifique et non plus partisane. Un nouvel exemple de cette évolution vient de nous être donné par le remarquable manuel de M. Pierre Goubert consacrée à *L'Ancien Régime : les Pouvoirs*. Spécialiste du XVII^e siècle, il examine sans complaisance mais sans parti-pris d'hostilité les institutions françaises au XVII^e et au XVIII^e siècles. Ceci l'amène parfois à des conclusions qui feront grincer des dents les Soboul et Cie.

Ainsi il fait ressortir que la centralisation monarchique était limitée par le désir de respecter les corps, communautés et libertés du royaume. Et il écrit : « C'est à peine un paradoxe de soutenir que pour les modestes administrations rurales, le temps de la liberté, ce fut l'Ancien Régime. »

A côté de cela, Goubert fait ressortir les graves problèmes qui se posaient à l'Ancien Régime à la veille de la Révolution. Le souci de conserver les structures héritées du passé était à la fois la force et la faiblesse de la Monarchie qui évitait le totalitarisme mais ne pouvait moderniser son appareil administratif et surtout financier. Ce qui fait que Louis XV et surtout Louis XVI ont été déchirés entre la nécessité de faire payer les privilégiés pour équilibrer le budget et la répugnance à détruire les privilèges considérés comme fondements de l'Etat. Et il ajoute : « Seul le roi aurait pu, s'il l'avait voulu avec obstination, résoudre la contradiction. Henri IV et Louis XIV y seraient-ils parvenus ? Louis XV (Louis XVI plus encore) finit toujours par reculer : au fond de lui-même, désirait-il changer quoique ce fût dans les immuables fondements de son régime ? Et la contradiction ne s'était-elle pas transportée à l'intérieur de la personne royale ? »

Pourtant Goubert reconnaît que le roi Louis XV, au soir de sa vie, exaspéré par l'égoïsme de ses privilégiés, cassa les Parlements et prépara l'indispensable réforme financière qui aurait pu sauver l'Ancien Régime. Il fallut l'insigne faiblesse de Louis XVI (Télémaque XVI comme l'appelait Maurras) pour tout remettre en question.

Ceci prouve que la possibilité ou la non-possibilité de réformer une société bloquée est liée à la personne du prince, que le meilleur n'est pas a priori certain en Monarchie. Du moins n'est-il pas systématiquement exclu, ce qui est le cas dans une démocratie dominée par les féodalités électorales et financières.

A.F.R.

Pierre GOUBERT : *L'Ancien Régime : 2. - Les pouvoirs*. Collection U. Armand Collin. 25 F.

le mouvement royaliste

ISOLES, VOUS N'ETES PLUS SEULS !

Dans de trop nombreuses régions encore, la N.A.F. n'a pas d'unité constituée. Tous nos lecteurs qui sont désireux d'agir pour la croissance de la N.A.F., peuvent le faire. Nous sommes à leur disposition pour les conseiller et les diriger dans des actions de promotion très simples et à la portée de tous. Ecrivez-nous sans tarder au journal. La rentrée est très proche maintenant et nous devons fédérer toutes les bonnes volontés pour réussir notre percée dans les régions où nous ne sommes pas encore organisés.

Section du XV^e - Clamart - Issy et Vanves.
Permanence de rentrée et organisation des prochaines campagnes à mener, le vendredi 21 septembre 1973, à 21 heures, Café des Sports (salle réservée), 24, rue Alain-Chartier (métro Convention).

BANLIEUE OUEST

Le vendredi 28 septembre à 19 h 45, Dîner-débat sur le thème : « La loi et l'avortement », animé par M^{re} Catta. Ce dîner a lieu au Lutétia, 48, rue de la République à Puteaux (près du Pont de Neuilly). - Prix du couvert : 22 F. S'inscrire le plus tôt possible à la N.A.F.

N.A.F. SUD-EST

Tous nos lecteurs et adhérents isolés des départements suivants : Ain, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Var et Vaucluse, désireux d'agir efficacement pour une promotion de la N.A.F. dans leur région, sont priés de se mettre en contact avec M. G. Bernard, N.A.F., 4, square des Postes à Grenoble.

La zone d'action N.A.F. Sud-Est édite un bulletin de liaison, fort bien fait, dont le numéro 4 vient de paraître.

BORDEAUX

Permanence tous les jeudis de 18 heures à 20 heures, au local, 59, quai des Chartrons.

PARIS NORD-EST

Rectificatif : Permanence chaque mardi de 21 h à 22 h 30 au café « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19^e).

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois

NOM :

Adresse :

Profession :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

(30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

Prénom :

Année de naissance :

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

tokyo : l'affrontement

- A Tokyo, les Etats-Unis s'affrontent aux pays de la C.E.E. et au Japon pour abaisser les tarifs douaniers.
- Mais les négociations tarifaires voient leurs effets annulés par la variation incessante des monnaies.

Tokyo, mercredi 12 septembre. — Des négociations internationales viennent de débiter dans le cadre du G.A.T.T. (*General Agreement on Tariffs and Trade*). Elles vont durer au moins deux ans. Malgré la solennité du moment, la présence de 80 pays, elles ne sont pourtant que le prolongement, sinon le couronnement, de la bataille monétaire et commerciale qui oppose depuis 1971 les Etats-Unis d'Amérique aux pays de la Communauté européenne et au Japon.

A vrai dire, les « hostilités » ont été ouvertes par les Etats-Unis. A l'instar de la précédente négociation généralement connue sous le nom de « Kennedy Round », ce grand « marchandage planétaire » a été rapidement baptisé « Nixon Round ». L'expression est bien venue. Car c'est une véritable « guerre économique » que l'administration Nixon a engagée avec la Communauté européenne principalement, avec le Japon accessoirement, avec les pays producteurs de pétrole ou détenteurs d'autres matières premières indispensables moins ouvertement. Pourquoi ? Parce que le « leader-ship » économique-américain est menacé. Comment réagit-il ? Par tous les moyens... même les plus contestables.

Brièvement esquissé, voilà le fond de la scène sur laquelle se jouera non seulement l'avenir économique de l'Europe mais aussi son indépendance politique, et au premier chef le destin de chacune des nations qui la composent. Pour compléter le décor, quelques figurants de poids : pays en voie de développement dont le sort se jouera aussi à Tokyo. U.R.S.S. résolument tournée vers l'accroissement de ses échanges économiques et commerciaux avec les Etats-Unis, Chine, enfin, qui observe et attend.

LE PREALABLE MONETAIRE

De quoi s'agit-il ? « De trancher sur des questions purement commerciales et tarifaires, d'organiser le cadre des futurs échanges économiques », proclament les Etats-Unis qui se posent en demandeurs et veulent s'en tenir là. « Oui », répond M. Giscard d'Estaing au nom de la France, « mais à quoi cela servirait-il d'établir un nouvel ordre commercial, s'il devait être constamment bouleversé par des manipulations monétaires unilatérales ? » Et de proposer à ses partenaires de la C.E.E. qu'un débat s'instaure d'abord sur le « préalable monétaire », qu'avant tout la rencontre porte sur la recherche d'un « système ordonné des changes en attendant la mise en place d'un nouveau système monétaire international ». Position logique sur laquelle l'unanimité ne s'est pas faite. On touche là un des points importants de la situa-

tion économique internationale actuelle, et plus précisément de l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe. Car l'« unité européenne » en matière économique est loin d'être un fait, tout au plus une volonté.

Les divergences sont nombreuses, les intérêts contradictoires. Quelle unité de vues peut-il y avoir, par exemple, entre l'Allemagne dont la balance commerciale avec les Etats-Unis est excédentaire, et la France qui est largement déficitaire ? De son côté, un pays comme la Grande-Bretagne, dont l'économie est fortement contrôlée par des capitaux américains, ne pourrait-elle être tentée de jouer « cavalier seul » ? Quant à l'Italie, sa dépendance croissante vis-à-vis des Etats-Unis, ses difficultés internes, sa position monétaire difficile, lui font craindre toute action directe de la part des Etats-Unis.

Mais si Washington n'ignore pas ces données, et sait en jouer, c'est contre une Europe des Neuf prise comme un ensemble économique-politique qu'elle entend réagir. Pour mieux saisir cette attitude, il faut situer le conflit dans le cadre de la politique mondiale des Etats-Unis en rappelant l'existence d'une nouvelle stratégie de rapports directs avec l'Union soviétique et la Chine. Stratégie qui, selon Bertrand de Jouvenel, « enlève aux Etats périphériques de l'Eurasie l'importance politique qu'ils avaient dans la vision de Truman ; dès lors c'est principalement sous l'aspect de gènes économiques qu'ils apparaissent » (1).

UN COUP D'ARRET CONTRE L'EUROPE ?

Gènes dans le problème du dollar, plus exactement des énormes liquidités libellées en dollar et utilisées ou détenues hors des Etats-Unis c'est-à-dire des « eurodollars ». En supprimant la convertibilité-or du dollar le président Nixon opposait donc une fin de non-recevoir à des créanciers de plus en plus nombreux. En dévaluant à deux reprises leur monnaie, en refusant d'intervenir pour soutenir ces nouvelles parités, les Etats-Unis ont de plus donné un coup d'arrêt au développement de la puissance économique européenne.

De 1968 à 1969, la croissance du Produit National Brut américain s'établissait à 4,5 %, contre 5,7 % pour la France et l'Italie et 5,1 % pour l'Allemagne. Mais, chiffres plus significatifs, la croissance de la part des exportations dans le P.N.B. rendait en même temps plus vulnérables les pays européens (dont les exportations représentent de 10 à 20 % du P.N.B.) que les Etats-Unis — dont les exportations

atteignent seulement 4 % du P.N.B. Il faut garder présents à l'esprit de tels chiffres lorsqu'on évoque le problème des variations monétaires ; on mesure mieux alors ce que signifie une réévaluation par rapport au dollar de 57 % (sur parités d'octobre 1967) pour le deutschmark, de 34 % pour le florin néerlandais, et de 17 % pour le franc français. En un mot, la situation monétaire joue le rôle d'accélérateur des distorsions économiques, et pénalise — par rapport aux Etats-Unis — les pays à monnaie forte, d'autant plus sensibles qu'ils sont plus dépendants des marchés extérieurs. Or la forte croissance économique de l'après-guerre a été liée pour une part importante au développement des échanges.

C'est là qu'interviennent les négociations commerciales internationales. Tel le « Kennedy Round » qui avait abouti à une réduction d'environ 35 % des droits de douane entre l'Europe et les Etats-Unis. Mais, par le jeu des multiples dévaluations et réévaluations des monnaies intervenues depuis lors, cette baisse des droits de douanes a été rapidement et totalement annulée de fait. Voilà qui permet de comprendre mieux la position française... et le refus américain d'envisager la question monétaire.

Outre une protection de fait due aux successives dévaluations du dollar, les Etats-Unis pratiquent un protectionnisme « développé », ce qui n'est pas la moindre contradiction pour le « pays du libéralisme ». Et Philippe de Saint-Robert de rappeler que « L'Etat le plus protectionniste du monde fait la guerre à nos défenses industrielles, commerciales et agricoles » (2). Le Japon est peut-être encore plus protectionniste que les Etats-Unis, mais ces derniers le sont plus que la C.E.E. (en moyenne). A des tarifs douaniers importants s'ajoutent, en effet, des contingentements et règlements de toutes natures. Tel celui qui existait sur les produits chimiques, que le « Kennedy Round » avait décidé d'abolir, mais que le Congrès a voulu maintenir !

LA « CLAUSE DE SAUVEGARDE »

Les problèmes tarifaires ne seront donc pas seuls en cause à Tokyo, mais aussi les obstacles non tarifaires, et surtout cette fameuse « clause de sauvegarde » qui permet à un pays de suspendre la libéralisation des échanges en cas de graves difficultés internes. Point délicat, peut-être l'un des plus importants puisqu'il met en jeu la marge de manœuvre dans les réactions de chaque pays en fonction de leur situation propre. Clause fort utile en outre pour certains pays qui trouvent ainsi le moyen de tourner les accords internationaux de libéralisation des échanges.

Réduction généralisée des tarifs industriels, aménagements de la « clause de sauvegarde », et enfin accord sur les produits agricoles, tels sont les principaux sujets officiels de travail dans le cadre des négociations de Tokyo.

L'enjeu est d'importance. Il est certain que le poids économique acquis par les Etats-Unis sur le plan mondial pourrait leur permettre d'imposer un grand nombre de leurs thèses. Tokyo : un révélateur des contradictions européennes ? un satisfecit donné aux Américains ? un coup de frein brutal pour une expansion trop rapide ? Peut-être. En tout cas un tournant pour l'économie mondiale.

P. D'AYMERIES.

« le projet royaliste »

Voici quelques mois nous vous annoncions la mise en souscription d'un livre de Bertrand Renouvin : « Le Projet Royaliste ». Ce livre paraîtra dès que les 700 souscriptions nécessaires auront été réunies. Il nous en reste encore 152 à rassembler pour pouvoir envoyer le livre à l'imprimeur. Il nous les faut rapidement ! Envoyez vos souscriptions à l'Institut de Politique Nationale, B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01, accompagnées de leur règlement (15 F) à l'ordre de l'I.P.N., C.C.P. La Source 33.537-41.

(1) Bertrand de Jouvenel in « Chroniques d'Actualité », no 8, 20 mars 1973.

(2) Philippe de Saint-Robert, *Le Point*, 14 mai 1973.